

AFP

Pouvoir d'achat des policiers: les syndicats demandent à voir Alliot-Marie

PARIS, 11 juin 2008 (AFP) - Les principaux syndicats de gradés et gardiens de la paix ont annoncé mercredi avoir demandé audience "dans les plus brefs délais" à la ministre de l'Intérieur Michèle Alliot-Marie, concernant une série de dossiers en panne dont celui du pouvoir d'achat.

Une rencontre a eu lieu mardi au siège du Syndicat général de la police (SGP-FO) avec les deux autres syndicats représentatifs, l'Unsa-police et Alliance, qui ont établi un "socle commun de revendications" dont la première est une "augmentation du pouvoir d'achat", selon un communiqué commun des trois organisations.

Ils ont relevé une "perte du pouvoir d'achat" des policiers, un "risque de diminution des effectifs nécessaires à la capacité opérationnelle des services" de police ainsi qu'une "augmentation de la dangerosité du métier".

Ils "sollicitent auprès" de Mme Alliot-Marie "une audience dans les plus brefs délais" afin de lui exposer leur "plate-forme syndicale unitaire revendicative", une "première", selon eux, "dans l'histoire du syndicalisme policier".

Les trois syndicats ont lancé ces derniers jours un appel afin que les policiers "se préparent à la mobilisation" dénonçant "l'immobilisme de (leur) administration".

Ils ajoutent que s'ils n'obtiennent pas un "calendrier précis" de l'Intérieur, ils engageront un "rapport de force par le biais d'actions nationales".

Selon des sources syndicales, confirmées auprès de membres de l'administration policière, une manifestation de policiers, à la mi-octobre, "n'était pas exclue" la semaine dernière par certains de ces syndicalistes si "rien de concret n'aboutissait".

rb/ls/db

POLICE-SYNDICAT-INTÉRIEUR-SOCIAL - 11/06/2008 11h27 - AFP

--

Service : Nouvelles de France

Filtre :

(texte plein) polic* ou securite ou justice